



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 29/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CHROMOBRONZE**

Z.I. DE GALINAY  
42230 Roche-La-Molière

Références : UID4243-EAR-024-341  
Code AIOT : 0006103402

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2024 dans l'établissement CHROMOBRONZE implanté rue Dolomieu Z.I. DE GALINAY 42230 Roche-la-Molière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection fait suite à l'inspection réalisée dans le cadre du plan de contrôle de 2023 afin de vérifier la levée des non-conformités.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHROMOBRONZE
- rue Dolomieu Z.I. DE GALINAY 42230 Roche-la-Molière
- Code AIOT : 0006103402
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

CHROMOBRONZE est une société de traitement de surface qui opère sur deux métiers : nickel et chrome pour les pièces de sécurité ou l'amélioration de leur résistance aux effets du temps. Elle emploie 10 personnes et fonctionne du lundi au vendredi de 7h à 14h30.

### **Contexte de l'inspection :**

- L'inspection faisait suite aux demandes sans réponse des rapports d'inspection des 14 et 15 mars 2023 .

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 26	Demande d'action corrective	6 mois
2	hauteur des cheminées	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 4	Demande d'action corrective	12 mois
3	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Demande d'action corrective	1 mois
4	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les cheminées des aspirations des bains doivent être mises en conformités.

Le site est en zéro rejet aqueux mais ceci est difficile à vérifier car l'exploitant ne dispose pas de plan de ses réseaux. De l'eau polluée au chrome est présente dans un des deux puisards situés à l'extérieur des bâtiments. Un puisard fermé non hermétiquement contient de l'eau transparente, un autre qui a l'air de disposer d'une sortie, peut-être vers les réseaux d'eaux pluviales contenait une dizaine de centimètres d'eau souillée.

Les rétentions des bains acides et basiques ne sont pas séparées au niveau des lignes de chrome, une étude doit être réalisée pour étudier la nécessité ou pas de les séparer.

Les étiquettes présentes sur les produits chimiques ne sont pas complètes.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Points de prélèvements

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 26

**Thème(s) :** Risques chroniques, Points de prélèvements

**Prescription contrôlée :**

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe les valeurs limites en concentration pour les polluants susceptibles d'être rejetés par l'installation. La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m <sup>3</sup> )
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	5
CN	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO <sub>2</sub>	200
SO <sub>2</sub>	100
NH <sub>3</sub>	30

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

**Constats :**

***Dans le point 4 du rapport d'inspection du 15/03/2023, l'inspection a constaté, suite à la lecture d'un rapport d'analyse des rejets atmosphériques, les écarts à la norme NF EN ISO 16911-1 concernant les longueurs droites amont et aval aux points de prélèvement sur les différents conduits suivants :***

- Chromage TR15000, Chromage TR10000, Chromage artisanal : Longueurs droites aval insuffisantes pour les 3 points de prélèvement : la préconisation d'une longueur droite aval au moins égal à 2 fois (coude) ou 5 fois (débouché) le diamètre hydraulique du conduit n'est pas respectée (respectivement : 1 m pour un diamètre de 0,45 m, 2 m pour un diamètre de 0,39 m, et 1m pour un diamètre de 0,48 m)***
- Déchromage Soude et Nickel : Longueurs droites amont insuffisantes : la préconisation d'une longueur droite amont au moins égal à 5 fois le diamètre hydraulique du conduit n'est pas respectée (respectivement : 3 m pour un diamètre de 0,45 m, 3 m pour un diamètre de 0,40 m)***

Le prestataire présente dans son rapport un chapitre 4 "SYNTHESE DES ECARTS ET INFLUENCE" et une annexe 3 "VALIDATION DES RESULTATS" qui ne signalent pas d'impact inacceptable des conditions de prélèvement sur les résultats. Ce point sera à clarifier avec le prestataire habituel de CHROMOBRONZE.

Les observations suite à ces constats sont les suivantes :

-le site fera l'objet d'un contrôle inopiné sur ses rejets atmosphériques en 2023. Au vu des résultats de ce contrôle, l'inspection appréciera s'il est nécessaire de demander la mise en conformité des points de rejet : cette mise en conformité sera exigible si l'impact sur les résultats est signalé comme important par le laboratoire.

**Les résultats du contrôle inopiné réalisé le 22/11/2023** montrent le respect des valeurs limites d'émissions pour les paramètres analysés.

Il ne relève pas les mêmes non-conformités que celles relevées le 15/03/23. Ils relèvent des non-conformités sur les points de prélèvements :

-nombre insuffisant pour le déchromage soude,

-mal placés les uns par rapport aux autres pour le chromage artisanal et pour le TR 10000.

Et il est précisé que ces non-conformités peuvent être un possible biais sur la valeur et l'incertitude de mesure.

L'exploitant a pour projet de changer les aspirations des lignes bains de chromage dur et de la ligne artisanale. Il a présenté à l'inspection le devis proposé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous un délai de 6 mois, l'exploitant apportera des explications sur les non-conformités relevées lors des 2 dernières analyses des rejets atmosphériques en lien avec le prestataire et fournira à l'inspection le rapport d'analyse de 2024. Il précisera à l'inspection quand l'analyse aura lieu.

Lors du remplacement des systèmes d'aspiration, les conduits seront conçus de façons à respecter les normes applicables pour ce qui concerne les points de prélèvements, ainsi que les prescriptions applicables aux cheminées.(voir point N°2 ci-après)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 2 :** hauteur des cheminées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, hauteur des cheminées

**Prescription contrôlée :**

Le débouché à l'atmosphère du système de ventilation des locaux est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante prenant en compte la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à un mètre au-dessus du faîtage.

**Constats :**

Les cheminées des aspirations des bains de chrome ne sont pas conformes, elles évacuent les effluents à l'horizontale sur le côté du bâtiment à une hauteur d'environ 2m. Un écran situé en face des cheminées semble renvoyer les effluents vers le sol.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Sous un délai de 12 mois, les cheminées devront être mises en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

### N° 3 : Etiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etiquetage des produits chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
<b>Constats :</b>  <i>Dans le point 1 du rapport d'inspection du 14/03/2023, il est indiqué que le contrôle a porté sur le seul produit stocké sur site : le trioxyde de chrome (CrO3) en paillettes. Le fournisseur est AMPERE et le conditionnement est assuré en seaux de 50 kg étanches. Ils sont placés sur rétention dans un local fermé avec cadenas qui est rangé au bureau. M. VERCHERY et Chef d'atelier et Responsable entretien sont les seuls autorisés à retirer des produits de ce local. Sur les seaux, l'étiquette est visible et porte les mentions de dangers et de prudence (sans leurs numéros en H et P) et les pictogrammes associés. L'exploitant doit transmettre une Fiche de données sécurité à jour (demande faite à AMPERE) et vérifier la cohérence entre l'étiquetage des contenants et la FDS. Il transmettra l'ensemble à l'inspection sous 2 mois.</i>  L'inspection a constaté ce jour que toutes les étiquettes présentes sur les produits chimiques n'étaient pas conformes, il manque notamment des étiquettes sur les bains avec le nom des substances , les mentions de danger et d'avertissement ainsi que les conseils de prudence. L'exploitant a mentionné à l'inspection qu'il travaillait actuellement avec un bureau d'étude pour le renouvellement de l'autorisation du chrome VI. Il n'a pas pu présenter la FDS récente du CrO3 à cause de l'absence de la secrétaire.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Sous un délai de 1 mois, l'exploitant enverra à l'inspection la FDS récente du produit CrO3 et mettra en conformité les étiquettes présentes sur tous les produits chimiques. Il s'assurera, lorsqu'il reçoit des produits chimiques, que les étiquettes des contenants sont conformes et se rapprochera du fournisseur si ce n'est pas le cas.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**Proposition de délais : 1 mois**

**N° 4 : Rétention des produits chimiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention des produits chimiques

Extrait

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que **les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.)**. Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui sont maintenus fermés.

**Constats :**

***Dans le point 3 du rapport d'inspection du 14/03/2023, il a été constaté que les produits sont stockés sur rétention.***

*L'inspection a indiqué que les éventuelles incompatibilités entre produits sont à vérifier : il convient de mettre en rétention individuelle ou séparée les substances et mélanges incompatibles. Le site dispose de deux lignes de traitement (une Nickel et une Chrome) et une ligne pour traitement artisanal (chrome). La ligne Chrome et la cuve artisanale disposent de la même rétention. La ligne Nickel dispose de 3 baignoires actives (attaque - rinçage - nickel) et d'une rétention en résine sous cuves. Par ailleurs une rétention déportée à l'extérieur des bâtiments récupère les baignoires quand il est procédé à transvasement de cuve à cuve.*

*La ligne chrome comprend un bain de Soude sur rétention commune aux cuves d'acide chromique : l'exploitant doit étudier le sujet de la compatibilité entre Soude et baignoires acides (selon les concentrations des baignoires concernés) dans la mesure où le contact soude/acide possible en cas de fuite sur deux cuves peut générer une réaction exothermique. Si une rétention isolée pour le bain de soude s'avère nécessaire, l'exploitant doit étudier une solution sous 6 mois et mettre en oeuvre les conclusions de l'analyse technico-économique conduite sous 12 mois. Le contrôle des rétentions et sondes électriques de fond de fosse est assuré régulièrement et ces contrôles sont notés sur le carnet d'entretien. La rétention de la ligne Nickel est résinée - la rétention de la ligne et de la cuve Chrome est en PVC. Selon les dernières notes, elles ont été nettoyées et sont propres. L'exploitant indique que le suivi des baignoires actives est réalisé 2 fois par mois par densimétrie. Les teneurs des baignoires en métaux non issus des traitements sont contrôlées par un laboratoire pour maîtriser leur éventuelle "pollution". Observations : L'exploitant doit étudier pour les lignes de traitement la compatibilité entre les baignoires associés à une même rétention. En outre une solution doit être trouvée pour gérer l'incompatibilité soude-acide si les concentrations des baignoires concernés le nécessitent. L'étude sera réalisée sous 6 mois, la solution technique retenue (rétentions sélectives, cuves double enveloppe...) sera mise en place sous 12 mois.*

*Par ailleurs, l'exploitant doit vérifier sous 2 mois les éventuelles incompatibilités entre les produits stockés dans le local produits chimiques pour placer les produits incompatibles sur des rétentions distinctes.*

*L'inspection a constaté ce jour que l'étude de la compatibilité entre les baignoires de soude et baignoires acides n'a pas été réalisée.*

*Selon l'exploitant, la vérification de l'étanchéité des rétentions présentes sous les baignoires de*

traitement n'a pas été réalisée depuis plus de 10 ans.
<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p> <p>Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de justifier du positionnement des bains de soude et d'acide chromique en regard des dispositions de l'article 6-I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 pour ce qui concerne les prescriptions relatives au mélange de produits incompatibles sous un délai de 3 mois.</li> </ul> <p>En cas d'incompatibilité, une étude technique sur les solutions à mettre en œuvre sera transmise à l'inspection sous un délai de 6 mois, la mise en conformité des installations devra être réalisée sous un délai de 12 mois</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de justifier du positionnement des stockages de produits chimiques dans le local dédié à cet effet en regard des dispositions de l'article 6-I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 pour ce qui concerne les prescriptions relatives au mélange de produits incompatibles sous un délai de 3 mois.</li> </ul> <p>En cas d'incompatibilité, la mise en conformité des installations devra être réalisée sous ce même délai</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-de justifier du respect des dispositions de l'article 6-I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 pour ce qui concerne les prescriptions relatives à l'étanchéité des rétentions présentes sous les cuves de traitement dans un délai de 6 mois et de réaliser l'étanchéité de ces dernières si cela s'avère nécessaire dans un délai de 12 mois.</li> </ul>
<b>Proposition de délais : 6 mois</b>



## N° 5 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Extrait :  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de plan des réseaux et ne connaît pas ses réseaux d'eaux pluviales, et d'eaux usées. Concernant les eaux industrielles, l'exploitant affirme être en zéro rejet mais l'inspection a constaté la présence d'eau dans des puisards situés à l'extérieur de l'établissement à côté de l'ancienne station de détoxification. Une analyse de l'eau demandée lors de la dernière inspection montre une pollution de cette eau au chrome avec des concentrations de 0,07 mg/L en chrome total et 0,04 mg/L en chrome VI. L'exploitant ne sait pas d'où provient cette eau et celle-ci semble s'évacuer vers le réseau d'eaux pluviales côté route.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Sous un délai de 1 mois, l'exploitant pompera l'eau présente dans les puisards et l'évacuera en tant que déchet vers une installation dûment autorisée. Les justificatifs seront transmis à l'inspection des installations classées. A compter du mois d'octobre 2024, il réalisera une analyse des effluents présents dans les puisards au moins une fois par mois. Ces analyses porteront à minima sur les paramètres Cr, CrVI et Ni, les résultats seront transmis dès leur réception à l'inspection des installations classées. Cette surveillance ne pourra être stoppée que sur demande de l'exploitant et après avis de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de réaliser dans un délai de 3 mois un plan des réseaux d'eaux pluviales, usées et industrielles de son site.
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois